

R/TP 73P

HERBERT ADAMS GIBBONS



LE SIONISME
ET LA
PAIX MONDIALE



LES AMIS DE LA TERRE SAINTE

248, Boulevard Raspail, 248

PARIS

1919

Bibliothèque Maison de l'Orient



129527

R/TP 73P



LE SIONISME
ET LA
PAIX MONDIALE

HERBERT ADAMS GIBBONS



LE SIONISME
ET LA
PAIX MONDIALE



LES AMIS DE LA TERRE SAINTE

248, Boulevard Raspail, 248

PARIS

—
1919

*Copyright, 1919, in U. S. A.
by the Century Co.*

LE SIONISME

ET

LA PAIX MONDIALE

Century, n° de janvier 1919.

Les Jeunes-Turcs, au pouvoir depuis dix ans, ont accompli ce que l'effort désespéré des diplomates européens, aboutissant plusieurs fois à la guerre, depuis un siècle, essayait d'empêcher. L'Empire ottoman se dissout rapidement. L'occupation italienne de Tripoli (1911) et la proclamation du protectorat britannique en Egypte (1914) lui ont enlevé ses derniers retranchements en Afrique. Les provinces d'Europe, la Thrace exceptée, ont été affranchies par le traité des Balkans (1912). Pendant la guerre actuelle, la Mésopotamie et la Palestine ont été conquises par les Britanniques, et l'Arabie a secoué le joug turc.

Au commencement de la onzième année de « la Constitution », au moment même où les Turcs se réjouissaient de succès illusoires, réoccupation de l'Arménie, avance dans le Caucase — grâce à une série de brillantes opérations militaires, l'armée du général Allenby pénétrait en Syrie, après avoir anéanti deux armées turques et s'être emparé de leur artillerie et du matériel.

L'heure n'est pas encore venue de prophétiser, ni de spéculer sur ce que sera la paix entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, d'une part, et leurs ennemis, d'autre part. Mais pour ce qui est de la Turquie, la main a déjà tracé sur le mur des caractères lisibles. Les parties de l'Empire ottoman, où les Turcs

sont en minorité, sont aux mains de l'Entente, et ne retomberont pas sous la domination du sultan. L'honneur nous oblige à tenir des promesses que la Russie a violées et à reviser le traité de Brest-Litovsk pour affranchir les Arméniens. Le monde civilisé ne souffrira pas un nouveau traité de Vienne, de Paris ou de Berlin. L'ancienne diplomatie a fait ses preuves, qui sacrifia les races soumises aux Turcs sous le prétexte de l'équilibre européen. Aujourd'hui, il faut que les problèmes de la question d'Orient soient regardés en face, et qu'ils soient résolus selon la justice.

Ils sont, à vrai dire, d'une complication extrême. Leur solution est dangereuse, autant que difficile, délicate — ainsi parlent nos diplomates. — Mais, non moins énergiquement il faut le proclamer : si chacune des grandes puissances n'apporte à cette solution un sens rigoureux de la justice et un esprit d'abnégation, nous verrons bientôt à l'horizon méditerranéen les signes d'une inquiétude menant à l'anarchie, les rougeurs du sang versé menant à des guerres nouvelles.

Seuls parmi les belligérants, les États-Unis n'ont aucun profit à tirer de l'Orient ; ils n'y ont aucun intérêt en cause, aucun traité, avoué ou secret, qu'il leur faille respecter. Notre situation est unique. Notre voix a un droit incontestable à se faire entendre. Au point de vue militaire, nous avons été un facteur décisif : nous sommes appelés à l'être encore, au point de vue diplomatique. Nous combattons sans désirer d'accroissement territorial, uniquement « pour que notre planète devienne un séjour habitable » ; et il est de notre devoir, tout comme de notre intérêt, de veiller à ce que les sacrifices consentis, en hommes et en argent, n'aient pas été en vain.

Il n'est pas de problèmes de paix dont l'intérêt soit plus vital que ceux touchant à l'Orient ; il n'en est pas pour mieux illustrer les grands principes sur lesquels seulement pourra s'édifier un monde nouveau. Parmi ces problèmes d'Orient, on n'a pas attendu la fin de la guerre pour discuter et régler la question de l'établissement d'un état sioniste en Palestine. C'est le problème que nous allons étudier.

Le 2 novembre 1917, dans une lettre à lord Rothschild, dont la

publication fut tout de suite autorisée, le ministre des Affaires étrangères Balfour déclarait « les sympathies » du cabinet britannique « pour les aspirations sionistes » :

« Le gouvernement de Sa Majesté envisage d'un œil favorable l'établissement en Palestine d'un foyer national pour les Juifs et s'y emploiera de tous ses efforts, bien entendu sans qu'il soit porté atteinte aux droits civiques et religieux des communautés non-juives de la Palestine, non plus qu'aux droits et à la situation politique dont jouissent les Juifs dans un autre pays. »

Déclaration prudente et mesurée. En fait, en réservant « les droits civiques et religieux des communautés non-juives », elle se maintient à la hauteur de l'idéal pour lequel combattent les nations liguées contre l'Allemagne. Si « la sympathie » du gouvernement « pour les aspirations sionistes » est sans préjudice des droits civiques et religieux des communautés non-juives de la Palestine, il n'en saurait résulter ni danger ni dommage. Pour 100.000 Juifs, il y en a Palestine 630.000 non-Juifs dont 550.000 forment un solide bloc musulman de langue arabe, et qui, par sa race et sa religion, sympathise avec ses voisins, les Arabes de Syrie, de Mésopotamie, d'Arabie et d'Egypte. La menace juive est là non-existante.

Mais les Sionistes n'ont point interprété la déclaration du gouvernement britannique au pied de la lettre. Dès sa publication, ils ont considéré la lettre de M. Balfour à lord Rothschild comme une sanction officielle de l'établissement en Palestine d'un état juif, par les moyens de l'immigration sur une vaste échelle et de l'achat des terres. Ils la considèrent comme reconnaissant aux Juifs, d'un point de vue international, une nationalité juive avec statut politique et civique distinct. L'interprétation sioniste des « sympathies pour les aspirations sionistes » s'exprime sincèrement dans le premier commentaire qu'en ait fait la *Chronique juive* de Londres.

Au lieu de rester un voyageur, un errant, sous tous les climats, le Juif aura un foyer dans la terre de ses ancêtres. Les jours de l'exil sont passés... Nous sommes invités à entrer dans la grande famille, des nations de la Terre, dotés d'une franchise, invités à nous émanciper, non plus en tant qu'individus et pris isolément, mais tous ensemble et en tant que peuple.

« *Unser leute* » (« notre peuple ») n'est pas la traduction en langue vulgaire de « *B'nai B'rith* » (« les fils de la promesse »), et pourtant il n'est pas de Juif intelligent — je ne dis pas de Juif dévot — pour qui les deux expressions ne soient synonymes. Le Juif n'a pas besoin d'instruction ni de conviction religieuse pour voir « la race élue » dans « la race mise à part ». Un instinct, né de la tradition, nourri par les conditions sociales, trop dissemblables malheureusement d'un pays à un autre, a gardé vivace chez le Juif cette notion de race, confondue avec celle de religion, qu'il est seul à avoir au milieu des éléments divers dont s'est formé la nation américaine, et qu'il a beaucoup plus fortement dans l'Europe centrale et occidentale.

Dans l'Europe orientale, où se trouvent plus de la moitié des Juifs répandus par le monde, la notion de race ne constitue pas un phénomène. Race et religion sont là étroitement liées et déterminent le statut national et politique des hommes. Le fait que dans l'Empire ottoman et dans tout le monde musulman, les hommes tirent leur nationalité de leur religion rendra le règlement des questions d'Orient tout particulièrement périlleux quand viendra la Conférence de la paix, sans qu'il faille encore compter avec le sionisme.

Ajoutons les aspirations juives, loyalement secondées par la presse et par la finance de tous les pays, aux aspirations arabes, syriennes, égyptiennes et arméniennes, et nous avons un conflit d'intérêts et d'idéaux irréconciliables.

J'ai des amis Juifs qui me disent que, toute question de bon goût mise à part, un chrétien est inapte à écrire sur le sionisme, car il ne peut se faire une idée de ce que le sionisme signifie pour un Juif. J'ai d'autres amis non moins Juifs qui, depuis un an, me poussent à écrire et à publier ce que j'ai dit dans le privé du danger mondial qu'entraînerait l'érection d'un état sioniste en Palestine. J'ai entendu exprimer sur l'idée sioniste, parmi les Juifs américains, des opinions pour et des opinions contre ; parmi les Juifs britanniques, pour la plupart, des opinions pour ; parmi les Juifs français, des opinions contre. Il est des Juifs éminents dans le monde des lettres, des affaires ou du commerce, dont le nom et dont les paroles sont rapportés par les publications sionistes en

aveur de l'interprétation sioniste de la lettre Balfour, et qui m'ont assuré, dans le tête-à-tête, avoir sur le mouvement les plus graves appréhensions et ne prêter leur nom à ce projet que pour cette raison : à savoir qu'à l'heure actuelle un Juif se ferait trop mal voir s'il jetait de l'eau froide sur le sionisme. Un Juif américain, qui a été placé dans des conditions exceptionnelles pour étudier les problèmes politiques, économiques et sociaux de l'Empire ottoman, et qui a récemment visité les colonies de Palestine, me disait :

« Un état juif en Palestine est une chimère et n'est point du domaine d'une politique pratique ; vous perdez votre temps à vous battre contre des moulins à vent. »

Cet observateur sagace et aiguisé peut avoir raison, quant à la chimère. Mais la tentative, l'effort pour établir un état juif en Palestine est décidément entré « dans le domaine d'une politique pratique », et les événements de 1918 ont prouvé une entente entre le cabinet britannique et les chefs du sionisme qui va beaucoup plus loin que la déclaration du 2 novembre 1917.

Pour ceux qui surveillaient de près la situation politique et militaire en Orient, et qui n'ignoraient pas que le docteur Weizmann était favorablement écouté par M. Balfour, il n'y eut rien d'inattendu dans la manœuvre diplomatique à la fin de l'année 1917. Pas davantage dans les événements qui suivirent en Palestine. Cette « sympathie » soudaine « pour les aspirations sionistes » était née du fait que le général Allenby était prêt à s'emparer de Jérusalem, et que le docteur Weizmann, en échange de l'aide reçue, était prêt aussi à faire aboutir avec le sionisme le protectorat britannique en Palestine. L'Égypte et le Canal de Suez seraient ainsi couverts. Ainsi le shérif de la Mecque, reconnu par l'Entente « roi du Hedjaz » serait arrêté dans ses visées ambitieuses de rebâtir un fort empire arabe sur les ruines de l'Empire ottoman.

Les Britanniques ont glorieusement combattu en France pendant quatre années. Des soldats venus de tous les points du globe où flotte le drapeau britannique pour défendre le sol français, sept cent mille y ont trouvé leur sépulture. La camaraderie sous les armes, scellée par le sang, a détruit la vieille inimitié que des siècles de rivalité sociale et économique avaient entretenue. L'un des bienfaits de cette guerre, comme aussi l'une des plus sûres

garanties de la paix future, serait une amitié durable entre ceux de Grande-Bretagne et ceux de France. Les Britanniques se rendent-ils compte que la politique suivie par leur Gouvernement est pour l'amitié franco-britannique un danger ? Non ; car ils ignorent ce qui se fait en Palestine, et le sauraient-ils, qu'ils n'en verraient pas le danger. Car ils n'ont aucune appréciation du sentiment français à l'égard de la Palestine. Les Juifs, partisans enthousiastes du sionisme, ont-ils compris de quelle nature est le pacte conclu par Weizmann, avec le consentement de Sokalof ? Je suis assuré que non. Je causais l'autre jour avec un rabbin américain, l'un des plus jeunes chefs, et des plus virils et des plus ardents, du mouvement sioniste, un idéaliste s'il en fut. Il en était encore, dans l'histoire de l'Orient, à la Diaspora. Il ignorait qu'un petit groupe d'impérialistes britanniques, après avoir résolu qu'une juridiction britannique remplacerait sur le Canal de Suez la juridiction internationale, avait encore projeté, se servant du sionisme pour éloigner la collaboration de la France ou des autres nations, d'installer une voie ferrée entièrement britannique allant d'Haïfa à Bassorah.

Les Français furent des pionniers en Egypte. C'est eux qui ont posé les bases de l'Egypte économique et agricole d'aujourd'hui. C'est la France qui perça le Canal de Suez. La France qui signa dès 1535 un traité avec la Sublime Porte qui sauvegardait la personne et les biens des chrétiens de Turquie. Pendant près de quatre siècles, la protection des chrétiens ottomans et des lieux saints fut une prérogative de la politique française. J'en prends à témoin les traités 1569, de 1581, 1604, 1673, 1740 et 1802. La susceptibilité de l'opinion publique en France, pendant tout le XIX^e siècle, au sujet de la situation exceptionnelle faite à la France en Palestine et en Syrie, est illustrée, sous le règne de Louis-Philippe, par les querelles avec l'Angleterre à propos de Méhémet-Ali ; puis par la guerre de Crimée, dans laquelle la France s'engagea tout d'abord pour empêcher la Russie de la supplanter à Jérusalem ; par l'expédition à Damas de 1860 ; par l'insistance avec laquelle Waddington, au Congrès de Berlin, demanda que dans le projet britannique, article 62, paragraphe 7, fût insérée la clause « les droits de la France sont expressément

réservés » ; et, quand l'Italie essaya d'oublier le protectorat français dans l'Empire ottoman, la France fit appel au Vatican qui lança en 1880 l'encyclique *Aspera rerum conditio*. Quelques années encore avant la guerre actuelle, l'Italie reconnaissait à la France la tutelle de la Terre Sainte par les accords du 23 juillet 1906 et du 13 janvier 1907. A l'égard des Juifs aussi bien ; c'est la France qui fonda, en 1870, l'École d'agriculture de Mikweh-Israël ; qui envoya des subsides à l'Alliance israélite universelle siégeant à Jérusalem ; qui s'assura par traité le droit de protéger les Juifs du Nord de l'Afrique, émigrés en Palestine ; qui a pris part à la nomination du grand rabbin de Jérusalem.

L'armée britannique et la flotte française entraînent en même temps, l'une à Damas, et l'autre dans le port de Beyrouth. Si la Turquie d'Asie se partage entre les vainqueurs, quel que soit le *modus vivendi* adopté, il est de toute évidence que la Palestine finira par tomber sous le protectorat, soit de la puissance maîtresse en Syrie, soit de la puissance maîtresse en Egypte. A qui sera la Palestine ? La Commission internationale sioniste a fait connaître sa réponse, en avril dernier, par la bouche du docteur Weizmann. En un discours mémorable, il affirmait que « les Sionistes ne croient pas à l'internationalisation de la Palestine ; pas plus qu'au contrôle politique de deux ou de plusieurs puissances sur les affaires de la Palestine, dont l'intégralité devra être assurée par un tuteur unique, responsable et équitable ». Ce « tuteur unique, responsable et équitable » était déjà trouvé dans la pensée du docteur Weizmann ; car, en prononçant ces paroles, il se tournait vers le général Sir Edmund Allenby. Le grand rabbin de France, il y a quelques mois, affirmait qu'il n'y a guère que 100.000 Sionistes en dehors de l'Amérique, que la plupart des Sionistes français sont d'origine russe ou roumaine, et que les Juifs de naissance française, s'ils s'intéressent au sionisme, ne le font que par sympathie pour leurs frères désireux d'échapper à la persécution. « Pour nous, le sionisme n'est pas un desideratum pieux. Les Juifs français ont intérêt, dans ce pays-ci, à demander pour toutes les religions liberté, égalité. » Mais, en tant que Français, sinon en tant que Juif, le grand rabbin et avec lui les autres Juifs connus en France n'entendent nullement que le sionisme ait pour effet d'enlever à la



France la place que son passé en Orient légitimait pour l'avenir. Et les Juifs français redoutent que le sionisme ne réveille en France l'antisémitisme. Les catholiques et les impérialistes français sont résolus à ce que la Palestine ne devienne pas britannique. Les socialistes français, prévoyant des difficultés, ont à maintes reprises proclamé le désintéressement à la fois politique et territorial de l'une et de l'autre nation dans les affaires de Palestine.

Quand on aborde le grand problème de la paix mondiale, achetée nous l'espérons bien par tant de sacrifices, il faut envisager les faits. Dans son discours du 27 septembre 1918, à l'ouverture du quatrième Emprunt de la Libération, le président Wilson disait que cette guerre était devenue une guerre de peuples ; il disait que les hommes d'Etat ne pouvaient espérer faire une paix qui fût « un arrangement, un compromis, un raccordement d'intérêts » ; et il rappelait aux chefs des gouvernements alliés que « l'unité de vues est d'une nécessité aussi impérieuse en cette guerre que l'a été sur le champ de bataille l'unité de commandement ; et de cette unité de vues suivra une victoire certaine et totale. *Elle ne saurait être autrement.* » « L'unité de vues » manque sérieusement entre la France et la Grande-Bretagne à l'autre bout de la Méditerranée. Aussi longtemps que les paroles du docteur Weizmann rapportées ci-dessus, « les Sionistes ne croient pas au contrôle politique de deux ou plusieurs puissances sur les affaires de Palestine », représenteront l'opinion sioniste, et aussi longtemps que les Sionistes attendront de la Grande-Bretagne l'établissement et la protection d'un Etat juif en Palestine, les puissances de l'Entente ne pourront arriver à « l'unité de vues ».

Mais les aspirations sionistes, outre leur interprétation et leur tendance actuelles, par leur nature et leur essence mêmes — mieux vaut en parler autrement, — présentent pour la paix mondiale des dangers autres que celui d'un froissement entre la France et la Grande-Bretagne. Dans l'énumération de ces dangers, j'ai confiance que mes lecteurs voudront se rappeler que je ne rapporte point des impressions ni des arguments de seconde main. J'écris parce que j'ai été en contact avec les problèmes en discussion.

Tout d'abord et au premier chef (car le danger touche les Juifs eux-mêmes), *la tentative pour créer un Etat juif en Palestine donnerait*

naissance à un mouvement antisémite alarmant dans tout le monde musulman, dont le résultat serait le boycottage et des pogroms.

La conception de la nation, communauté religieuse ou *millet*, est enracinée chez les races musulmanes et influence aussi les races sujettes, ou celles qui vivent simplement dans l'intimité de la civilisation musulmane. Dans les pays où la suprématie politique est aux musulmans, les « millets » non-musulmans ne sont que tolérés. Ils n'ont aucune existence légale. Le respect des personnes et des biens n'est assuré que par un sauf-conduit, ou *aman*, qui n'est point permanent. A tout moment il peut être annulé. Tant que les « millets » non-musulmans n'aspirent pas à la supériorité ou même à l'égalité politique, les non-musulmans vivent en parfaite sécurité. Pendant des siècles, Juifs et chrétiens ont ainsi vécu dans l'Empire ottoman et dans les autres États musulmans. Les massacres de chrétiens n'ont eu lieu qu'une fois l'*aman* annulé. Tant que les chrétiens se contentèrent de leur sort et, soit par leurs efforts propres, soit en faisant appel au dehors, n'essayèrent point de devenir, politiquement parlant, maîtres ou égaux, l'*aman* ne fut pas annulé. Je sais que je vais soulever des protestations indignées, mais je parle par expérience. A commencer par les massacres des Grecs à Chio au moment de l'indépendance grecque, il y a près d'un siècle, si nous examinons en quelles circonstances ont eu lieu chacun des massacres, nous constatons que partout la cause profonde en a été le refus de la part des musulmans, de tolérer la suprématie politique des non-musulmans, et simplement d'accorder à ces *raias* l'égalité. J'ai vécu dans l'Empire ottoman, et j'y ai voyagé en toute sécurité ; je sais ce que c'est qu'une annulation soudaine de l'*aman*, car j'étais dans la cour de la résidence à Adana, quand éclata le massacre de 1909.

Les massacres ne sont pas dus à une antipathie religieuse. Ce n'est pas seulement pour tuer les non-musulmans que les musulmans déclarent la *djihad* (guerre sainte). C'est leur façon d'empêcher les non-musulmans parmi eux d'affirmer leur indépendance. Les Grecs et les autres chrétiens ne furent pas molestés quand on tua les Arméniens. Les Arméniens ne furent pas inquiétés lors des massacres grecs. Les Juifs forcés, il y a plusieurs siècles, à quitter l'Espagne, furent bien accueillis par les Turcs. Il n'y a

jamais eu de pogrom. Et pourtant le Coran ne dénonce pas les chrétiens comme il dénonce les Juifs. Religieusement parlant, les musulmans nourrissent à l'égard du Juif une haine bien plus violente qu'à l'égard du chrétien. Pour un musulman, il est toujours légal de tuer un non-musulman. L'*aman* intervient seul entre la mort et le non-musulman. Si les Juifs, jusqu'à ce jour, ont joui de la sécurité dans l'Empire ottoman et en Perse, c'est qu'il n'y a jamais eu de raison de retirer l'*aman*.

La Palestine renferme deux sur quatre des lieux saints de l'Islam orthodoxe. Jérusalem ne vient qu'après la Mecque. Essayer de refaire de la Mosquée d'Omar un nouveau Temple de Salomon serait plus périlleux et plus insensé que de consacrer à nouveau Sainte-Sophie au culte chrétien. Les Sionistes répondront que le sionisme n'implique point la restauration du judaïsme à Jérusalem, et que ceux qui signalent l'inévitable conflit avec l'Islam n'ont pas compris le sens du sionisme. Mais si le sionisme est tout mystique et spirituel, qu'a-t-il besoin de Palestine ? Et s'il est au contraire d'ordre pratique et matériel, s'il signifie : retour à Sion, il n'est de bonnes intentions qui résistent à la nature humaine. Nous en avons eu la preuve déjà. Suivant l'armée victorieuse de Sir Edmund Allenby, la délégation sioniste installa son quartier général à Tel Aviv, près de Jaffa. Quelques mois plus tard, des quartiers généraux annexes (ironie des mots) s'ouvraient à Jérusalem, et le docteur Weizmann faisait cette déclaration : « Nous revenons à la terre sacrée, héroïquement défendue par nos pères, afin que l'avenir soit lié aux traditions d'un passé glorieux. »

En vain le docteur Weizmann poursuivit : « Ce développement ne veut ni ne doit être au détriment d'aucune des grandes communautés établies dans ce pays ; bien au contraire, elle peut les servir. » En vain exprima-t-il un intérêt et une sympathie profonds « pour l'antique race arabe luttant contre le Turc pour sa liberté », et confessa-t-il sa croyance qu'au contact des sympathies de l'Entente et des puissances amies de la liberté se ressoudaient les forces arabes dispersées. Le mufti et d'autres notables musulmans quittèrent la table. Et depuis ce discours du docteur Weizmann des cris de protestation n'ont cessé de se faire entendre, venant d'Arabes, tant chrétiens que musulmans. Si unanime a été la protestation que

la censure française a permis la publication dans le journal arabe de Paris, *Al Moustaqbal* (numéro du 30 août 1918), d'une lettre écrite à Jérusalem, le 26 mai, par un Arabe de Palestine, dans laquelle il affirme dans les termes les plus énergiques la volonté des musulmans de s'opposer à ce que les Juifs gouvernent la Palestine. Cette lettre révèle les mêmes sentiments que ceux exprimés à maintes reprises dans le *Al Kibla*, journal officiel du roi du Hedjaz, ancien shérif de la Mecque, dont l'aide, prêtée à l'armée britannique, fut décisive dans les campagnes de Palestine et de Mésopotamie.

Secondé par l'administration britannique, le docteur Weizmann fit tous ses efforts pour réconcilier les musulmans et les chrétiens de Terre Sainte. Des invitations à venir conférer avec lui, auxquelles trois Arabes seuls répondirent. Des concessions : emploi de l'arabe comme langue officielle ; égalité civique et administrative ; défense de racheter aux habitants des terres ou des troupeaux ; limitation de l'agriculture sioniste à des terres d'Etat demeurées incultes à Beertheba et à Khan-Younes, et en échange de quoi serait versée leur valeur en argent dans une banque d'agriculture en vue d'améliorer le sort des fellahs arabes. Mais aucun accord judéo-arabe, lui dit-on, n'était possible *s'il n'était passé entre des éléments installés depuis longtemps en Palestine.*

A la faveur des victoires éclatantes de l'automne (1918), il est probable que la Commission internationale sioniste est à même de parler d'un « accord tacite », prouvant le mal-fondé de mes affirmations et de mes craintes. La résignation est la vertu cardinale de l'Islam, nous assure-t-on. Mais il ne faut pas se laisser tromper par les apparences. L'histoire prouve que l'acceptation musulmane de l'inévitable est une acceptation sereine et définitive. Mais l'histoire prouve aussi qu'il est peu sage — qu'il est même impossible — de changer la nature politique et sociale d'un pays musulman par l'immigration européenne à main armée. Des colons, produits d'une autre civilisation, rivalisant dans le commerce et l'agriculture avec les éléments indigènes, soutenus par des capitaux, et protégés par la diplomatie derrière laquelle se dressaient des armées et des flottes, n'ont pas réussi à s'implanter, ou ont été massacrés. Les Sionistes devraient étudier l'insuccès des Français à Tunis, le triste naufrage des ambitions de l'Italie à

Tripoli, et le résultat piteux des tentatives faites par les Grecs pour étendre leurs colonies le long de la mer de Marmara et sur la côte asiatique de l'Archipel. La résignation des Mahométans est un article de foi ; mais leur incapacité à accepter en leur propre pays la domination d'éléments non-musulmans est un autre article de foi. L'huile ne se mélange pas avec l'eau. C'est une grosse erreur d'attribuer à la corruption du gouvernement turc l'insuccès relatif des premières tentatives sionistes pour coloniser la Palestine. Les Arabes sont beaucoup plus mahométans que les Turcs. Leur fanatisme est plus à craindre.

Si la conférence de la paix décide de rendre aux Juifs la Palestine, pour assurer l'immigration et le développement du pays, il faudra une armée considérable, et cela pendant une période de temps illimitée. Le demi-million de musulmans habitant la Palestine, plus les millions des pays voisins ne seront réduits à la soumission que par une force omniprésente et dont ils sentiront de temps à autre les effets.

Mais comment réconcilier cette politique avec les principes pour lesquels nous combattons ? La Conférence de la paix va-t-elle donner d'une main pour reprendre de l'autre ? Le conflit actuel doit aboutir au triomphe du droit sur la force, à la libération des petites nations. Chaque race doit suivre sa destinée. Si nous consultons les Arabes de Palestine, chrétiens autant que musulmans, nous les trouverons *unanimes* en leur désir, en leur volonté de ne pas se laisser imposer le sionisme. Ils sont plus de quatre-vingts pour cent de la population de Palestine. La minorité juive elle-même compte des anti-Sionistes, car le judaïsme n'est pas plus uni que la Chrétienté ou l'Islam. Les Sephardim, qui comprennent l'esprit de l'Orient mieux que ne peuvent faire les Juifs occidentaux ou septentrionaux, et qui sont en grande majorité parmi les Juifs natifs de Palestine, ne sympathisent pas avec le programme sioniste.

Nous combattons pour que tombent, dans le monde entier, les barrières entre les races et les nations. Les Américains espèrent que cette guerre va rapprocher les éléments divers de la nation américaine, et qu'ils se sentiront frères. Indigènes et immigrants ; blancs et noirs ; protestants, catholiques et juifs ; Aryens, Sémites et Indiens, ont un même maître, le gouvernement des Etats-

Unis, pour lequel indistinctement tous versent leur sang sur les champs de bataille de France. Le sacrifice est exigé par un gouvernement qui ne demande pas la race, la religion ni la couleur des citoyens. Mêmes charges sont imposées à tous, mêmes privilèges sont étendus à tous.

Lévy, le grand rabbin de France, a mis le doigt sur la plaie lorsqu'il a dit : « Pour nous, le sionisme n'est pas un desideratum pieux. Les Juifs français ont intérêt, dans ce pays-ci, à demander pour toutes les religions, liberté, égalité. » La grande majorité des Juifs, Américains par leur naissance, partagent cette opinion. Leur but ne doit pas être un droit de cité dans une Sion artificiellement créée, mais plutôt la participation complète et libre à la vie politique, économique et sociale des Etats-Unis d'Amérique. Et les Juifs américains ne voient-ils pas le glorieux changement survenu dans la situation du Juif en Europe depuis 1914, et que leur sagesse pourra faire durable ? Quand j'étais enfant, habitant le quartier juif de Philadelphie, Herzl, le fondateur du sionisme, était adoré par les immigrants russes et polonais parce qu'il proclamait un évangile d'émancipation. Cette émancipation, ils s'aperçurent bientôt qu'elle était venue avec leur naturalisation en Amérique, et leur ardeur pour cet idéal du retour vers la Terre Sainte tomba du même coup. Tout en écrivant, je songe aux Sionistes russes et polonais connus autrefois et retrouvés après de nombreuses années. L'un d'eux, officier dans l'armée américaine, rit de tout son cœur quand je lui contai l'histoire de lord Rothschild tout prêt, disait-il, à embrasser le sionisme, s'il devait être fait ambassadeur à Londres du nouvel Etat. « C'est mon sentiment ! C'est tout à fait mon sentiment ! » s'écria-t-il. Cette guerre opère un changement complet dans la situation du Juif dans l'Europe orientale et méridionale. Dès lors, qui sentira le besoin de retourner à Jérusalem ?

Toutefois si quelques Juifs d'Europe ou d'Amérique suivent le feu follet du sionisme et insistent auprès de la Conférence de la paix pour obtenir une nationalité distincte, il se peut qu'ils réussissent à perdre pour eux-mêmes et pour leurs coreligionnaires ce qu'aujourd'hui leur offre une occasion unique de gagner. L'antisémitisme n'a pas besoin d'être réveillé en Russie ; mais quelques fanatiques auraient tôt fait d'agiter les paysans russes

s'ils leur disaient que les Juifs se sont emparés de la Terre Sainte, qui signifie davantage pour les Russes que pour les autres chrétiens. Les Juifs ont été affranchis en Roumanie, mais les Roumains reviendront sur leur décision, si, par l'émigration en masse, les Juifs paraissent dédaigner la concession qui leur est faite. La question polonaise, la plus difficile de toutes, n'en deviendra que plus délicate, si les Juifs, les yeux tournés vers Sion, restent un Etat dans l'Etat. Les Juifs français vivent aujourd'hui dans le millénum. Qui ne prévoit un changement dans l'opinion publique en France, si le sionisme fait le jeu d'une autre puissance ? Et les Juifs d'Allemagne et d'Autriche, va-t-on les appeler à prendre parti avec les ennemis des nations auxquelles ils appartiennent ?

Le ministère des Affaires étrangères britannique a eu l'amabilité de me communiquer tout un dossier sur la question sioniste : livres, brochures et périodiques. Depuis la déclaration Balfour, qui a fait entrer le sionisme dans le domaine pratique de la politique internationale, j'ai rencontré autant de Sionistes qu'il m'a été possible. Depuis un an, les coupures de journaux rapportant les conventions et les réunions sionistes, les discussions du mouvement sioniste s'accumulent sur mon bureau. Dirai-je que dans ce que j'ai lu et entendu, on ne songe guère à prendre en considération ce plaidoyer du président Wilson en son discours prononcé à l'ouverture du quatrième Emprunt de la Libération :

« La justice impartialement rendue doit être une justice qui ne favorise personne et ne connaisse qu'un seul code : celui des droits égaux des différents peuples en cause. L'intérêt particulier d'une nation ou d'un groupe de nations, qui n'est pas compatible avec les intérêts communs, ne saurait être mis à la base ou figurer dans aucun article du règlement définitif... Aurons-nous désormais un code de droits et de privilèges communs à tous les peuples et toutes les nations, ou bien les forts feront-ils à leur guise et les faibles seront-ils opprimés ? »

Les Juifs qui se font les avocats de l'immigration en Palestine de milliers de Juifs, protégés par la diplomatie et la finance européennes, en vue de fonder pour la nation juive une théocratie, semblent oublier ou ignorer qu'une autre nation habite déjà la

Palestine, en possède le sol depuis plus de mille ans — nation homogène de race et de religion, et dont les traditions, mieux à l'heure actuelle que les traditions juives, sont nouées autour des *harams* de Jérusalem et d'Hébron — nation dont la langue parfaite fut préférée à l'hébreu par les grands écrivains juifs eux-mêmes, par Saadia, Maimonides, et par le prosateur Jehuda ben Halévy. Les Gentils, qui se font les avocats d'une Palestine redevenue juive, n'ont jamais envisagé le point de vue des habitants ou ont été poussés par les principes de l'opportunisme politique contre lesquels s'élève le président Wilson.

Au moment de l'expédition des Dardanelles, des médecins syriens, formés dans les collèges américains et français de Beyrouth, apprenant l'état sanitaire de l'armée britannique, offrirent spontanément leurs services. Ils n'obtinrent pas de réponse. Un diplomate de l'Entente, s'adressant aux autorités britanniques, les pressa d'employer les Syriens. « Nous ne confions pas nos hommes à des nègres », telle fut la réponse. Je ne devrais pas raconter cette histoire, dont je puis certifier l'authenticité, n'était qu'elle nous révèle l'écueil contre lequel se brisera le navire d'une paix durable. Les Grecs, les Arméniens, les Perses, les Arabes, les Syriens et les Egyptiens ne sont pas « des nègres », et plus tôt nous apparaîtra cette vérité, mieux cela vaudra pour la race anglo-saxonne. Ils sont en train d'acquérir notre éducation et nos idées. Placés dans les mêmes conditions que nous, ils ont des instincts aussi nobles, un code d'honneur aussi élevé, une intelligence aussi grande. Nous ne pouvons plus nous en tirer en les traitant en « boys » : « mon ami, va là, fais ceci. » Dans l'Orient méditerranéen comme dans l'Extrême Orient, l'arrogance, l'insolence, l'indifférence à l'égard des droits politiques et sociaux des « indigènes » en leur propre pays, devront suivre le chemin de la diplomatie d'avant-guerre. Si nous ne changeons pas radicalement d'attitude à l'égard de toutes les races asiatiques, la guerre actuelle n'est rien auprès de celle qui suivra, et cela dans le xx^e siècle.

A supposer que les Syriens et les Arabes soient « des nègres », au nom des principes posés par cette guerre, leurs droits sont aussi sacrés que les nôtres. Le docteur Weizmann leur dit bien que leurs droits seront sauvegardés. Mais ils n'ont que faire du doc-

teur Weizmann, du Gouvernement britannique, de l'Entente, ou de la Conférence de la paix. Ils veulent sauvegarder leurs droits eux-mêmes, librement, comme les autres nations. Ils défient le cabinet britannique de disposer de la Palestine. Elle est à eux. Ils y vivent, Ils la possèdent. Ils ont été indispensables dans les opérations militaires qui ont chassé le Turc. On les a reconnus comme belligérants. Nul homme raisonnable ne niera la justice du vœu unanime exprimé par les Palestiniens musulmans et chrétiens de race et de langue arabes qui font quatre-vingts pour cent de la population actuelle, à savoir que le projet sioniste soit envisagé du point de vue de la Palestine, comme il le serait si nos patries étaient en cause. La Conférence de la paix peut-elle déclarer *ex cathedra* : « Nous avons décidé de sanctionner les aspirations sionistes. Vous, Arabes de Palestine, permettez à un nombre illimité de Juifs de s'installer chez vous, et de prendre part au gouvernement. Que si vous n'y consentez point, nous occuperons militairement la Palestine et vous traiterons en rebelles, dressés contre la paix du monde ? »

Nous savons ce que pense M. Balfour d'une immigration sioniste *dans le cas où des Britanniques en souffriraient*. Lorsque M. Chamberlain était aux Affaires étrangères dans le cabinet Balfour, il conçut le projet d'ouvrir aux Sionistes l'Afrique orientale. En 1904, une commission quittait Londres pour étudier la question. La protestation de quelques centaines de colons britanniques dans un pays immense qu'ils n'avaient pu encore explorer, contre l'immigration de « Galiciens et autres Juifs indésirables de l'Europe orientale » suffit pour que la commission s'abstint d'offrir aux Sionistes les seules terres de la colonie propres à l'établissement des blancs. Le chef de cabinet Balfour reconnut la justesse de l'opposition lorsqu'il vit que la seule force la ferait céder ; et l'Uganda équatorial, sans débouché, était offert au congrès sioniste de Bâle ! Aujourd'hui qu'une protestation semblable est émise contre l'immigration sioniste par 630.000 habitants, chrétiens ou musulmans, d'un très petit pays, le cas serait-il différent ?

L'argument des Sionistes qu'il y a de la place pour eux en Palestine est absurde. Le monde n'a jamais admis que cet argument justifiait l'immigration forcée. Il sent son Prussien. La population indigène de Palestine n'est pas stationnaire, et s'accroîtra sans

immigration dans des conditions politiques, hygiéniques et économiques améliorées. Niera-t-on qu'une race ait le droit — droit partout ailleurs jalousement gardé — de souhaiter pouvoir transmettre à ses descendants le sol et les richesses potentielles du pays ? Sous prétexte qu'il y a place pour d'autres, la Conférence de la paix pourrait, avec autant de justice et de raison, ouvrir à l'immigration asiatique l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, ou nos Etats du Pacifique. Mais nous autres, Anglo-Saxons, n'en voulons à aucun prix. Forcerons-nous une race asiatique à admettre, contre son gré, des immigrants sionistes ? Est-ce là rendre impartialement une justice « qui ne favorise personne et ne connaisse qu'un seul code : celui des droits égaux ? »

Les Sionistes se retranchent derrière cette clause de la déclaration Balfour « qu'il ne sera nullement porté atteinte aux droits civiques et religieux des communautés non juives de Palestine. « Le sionisme, disent-ils, pour les autres communautés n'implique ni oppression, ni conflit. S'il y a conflit, la faute en sera aux autres, et les immigrants auront alors recours à ce « tuteur unique, responsable et équitable » du docteur Weizmann. Mais comment l'établissement en Palestine d'un « foyer national » juif n'attenterait-il pas aux droits civiques et religieux des populations habitant maintenant le pays ? L'esprit du xx^e siècle est foncièrement opposé aux principes des théocraties. Le développement des démocraties n'a été possible que grâce à la sécularisation et à l'unification. L'Utah en offre un exemple. L'abolition de la polygamie n'était qu'un cri de ralliement dans le conflit inévitable avec les Mormons. Dans les congrès sionistes, les délégués se sont faits souvent les avocats d'une « terre promise » en pleins États-Unis. Mais la réponse fut toujours que l'idéal sioniste ne pouvait être poursuivi sous un gouvernement purement civil. M. Lloyd George est à présent partisan enthousiaste du sionisme — en Palestine. Mais, il y a quelques années, au moment de la proposition Chamberlain, alors qu'il était avocat-conseil de l'organisation, il disait franchement à ses clients qu'il leur faudrait changer leurs principes de gouvernement, s'ils voulaient établir leur Sion dans une colonie britannique.

Alors que le monde entier est en marche vers la démocratie,

forcerons-nous les Arabes de Palestine à vivre sous un régime politique dont nous nous sommes émancipés au point d'en faire la pierre angulaire de nos propres libertés ? A cela, le Sioniste répond que les Arabes vivent déjà sous un pareil régime, et que précisément parce qu'il n'est pas question de demander aux habitants de Palestine de modifier leurs institutions, ce pays est le lieu idéal où peut se fonder un « foyer national ». Mais cette réponse révèle une dangereuse ignorance des institutions de la Palestine. Les commentateurs du Coran présentent invariablement le système de gouvernement théocratique comme étant une théocratie *mahométane*. Il n'est pas contraire à la loi de tolérer les *millets* non-musulmans aussi longtemps que les sectes chrétiennes ou juives n'interprètent pas leur autonomie comme un droit au lieu d'un don temporaire et gratuit. Dans l'Empire ottoman les prérogatives des *millets*, de même que les mesures relatives aux étrangers, ont eu leur origine dans l'incapacité de la loi musulmane à donner satisfaction aux besoins des non-musulmans. Les concessions n'ont pas été arrachées aux Turcs par la force. Elles ont été librement accordées pour éviter tout désagrément.

En établissant en Orient une théocratie non-mahométane, qui, d'égale, deviendrait un jour maîtresse, non-seulement nous mettrions le Judaïsme en conflit avec l'Islam. Mais nous sanctionnerions la perpétuation d'un système de gouvernement qu'il faut absolument changer si les peuples de l'Orient doivent avoir leur part de notre paix durable. Notre but est la libération de toutes les races et l'abolition d'un contrôle étranger et de l'exploitation des faibles. Pour atteindre ce but, nous devons essayer de montrer aux nations musulmanes le chemin que nous-mêmes avons suivi, et les aider dans leur évolution politique. Nous devons nous faire en Orient les apôtres de tout ce qui est à l'opposé des conceptions et de l'idéal sionistes. La religion ne fait pas la nationalité. L'Etat est une institution séculière, entretenue et créée par le peuple, qui la sert pour en être servi. « Le peuple », c'est tous ceux qui vivent dans les limites de l'Etat, jouissant de droits politiques égaux, droits qui n'ont rien à voir avec les convictions religieuses. Une communauté religieuse, gouvernée par ses règles et ses traditions propres, et n'obéissant pas à la loi commune faite par tout le

peuple et pour tous indistinctement, est contraire au développement de la démocratie. Cette vérité, l'Europe occidentale et les États-Unis l'ont découverte. Nous ne pouvons établir le sionisme en Palestine après une guerre où nous sommes entrés « pour préparer le monde à la démocratie ».

Quand le mouvement sioniste naquit et s'implanta parmi les Juifs, le monde entier sympathisa avec les raisons invoquées par Herzl. L'émancipation politique du Juif en Pologne russe et autrichienne, en Russie et Roumanie, a été une pierre dans l'édifice de la démocratie mondiale. Les Juifs avaient le droit d'essayer à leur façon d'émanciper leurs frères opprimés, de faire servir une aspiration antique d'Israël à raviver l'espérance et la foi ; mais les plus éminents Sionistes eurent soin d'expliquer que le « retour à Jérusalem » ne signifiait pas le retour à Jérusalem au sens matériel du mot. C'était une idée mystique, comme pour les chrétiens celle de « la Jérusalem Céleste ». La preuve en est qu'au congrès sionistes l'établissement de Sion en d'autres lieux que la Palestine fut sérieusement discuté. Tout récemment encore, l'un des plus ardents admirateurs du docteur Weizmann me disait :

« Vous ferai-je comprendre que la possession de Jérusalem ne signifie rien pour les Sionistes ? Le but du sionisme est ranimer la foi religieuse des Juifs, menacée de s'éteindre par notre dispersion dans le monde moderne. De l'alpha jusqu'à l'oméga, c'est un mouvement spiritualiste. »

Pourquoi donc le sionisme revêt-il aujourd'hui un aspect temporel ? Pourquoi la Palestine ? Pourquoi au Juif une nationalité distincte ? Afin de conserver le Ghetto pour ceux dont la religion s'étirole au dehors, allons-nous risquer de rejeter dans ce Ghetto les millions de Juifs qui, dans leurs patries respectives, vivent utiles et heureux ? Est-il possible de ressusciter un anachronisme en politique et en religion ? Les hommes parfois ont combattu pour faire marcher à rebours les aiguilles du Temps. Leurs guerres n'ont pas empêché le progrès de l'humanité. Et que de fois la paix n'a-t-elle pas été détruite parce que les hommes n'ont pas su embrasser la Sion universelle ouverte à toutes les croyances, selon la parole d'un Juif de Palestine : « Mon royaume n'est pas de ce monde ! »



IMP. MILLOT ET ANTOINE
13, RUE DE MÉDICIS, PARIS

